

Guerre du Golfe :

la manipulation, les oublis

par **Christophe Boltanski**

Les atteintes aux droits de l'homme, dès qu'elles touchent des militants islamistes, ne suscitent guère l'intérêt des responsables de presse. Le journaliste, désireux d'enquêter sur ces exactions, se heurte souvent aux réserves de ses chefs quand ce n'est pas à une franche hostilité. Il se voit opposer des arguments du type : pas de liberté aux ennemis de la liberté, les victimes d'aujourd'hui se changeront en bourreaux une fois arrivées au pouvoir, etc.

Ce genre de réaction explique sans doute le peu d'importance accordée par les médias au martyr des chi'ites irakiens lors du soulèvement de mars 1991. Tandis que l'opinion occidentale se mobilisait massivement en faveur de leurs compatriotes kurdes, les habitants du sud de l'Irak se faisaient massacrer à grande échelle dans l'indifférence générale. Ils payaient leur identification à la république des mollahs. Immédiatement taxés (à tort) de chi'ites pro-iraniens, donc religieux, donc intégristes, les insurgés étaient condamnés à l'oubli.

Combien de personnes sont mortes durant la guerre civile ? 100 000, 150 000, plus ? En visitant, un mois après les événements, les villes de Najaf, Kerbala, Koufa, Nassiriah ou Bassorah, une évidence s'imposait : la violence inouïe de la répression. Chaque bâtiment administratif aplati par les missiles, un nombre incalculable de façades criblées d'impacts de balles, de tombeaux chi'ites rasés au bulldozer dans la cité sainte de Najaf, de maisons dynamitées, de bibliothèques coraniques incendiées. Il ne s'agit pas d'excuser les « alliés », mais de hiérarchiser les crimes qui leurs sont reprochés. Les pacifistes, les partisans de la levée de l'embargo, souvent animés des meilleures intentions, oublient dans leur procès la principale pièce d'accusation. L'Occident a laissé une population entière se faire massacrer après l'avoir incitée à prendre les armes. Cela s'appelle de la non-assistance à personne en danger, ou pire, c'est de la complicité d'assassinat.

Pourquoi revenir sur cette période ? Simplement pour dire que la censure ou l'autocensure existe bien, mais pas toujours là où on la cherche. Les victimes de l'abri d'Amiriya, à Bagdad, ont finalement été mieux traitées par les médias que les éternels perdants de l'Histoire, chairs à canon de toutes les guerres, les soldats abandonnés par leurs officiers au Koweït, puis anéantis par la Garde républicaine quand ils

ont osé pour la première fois réclamer leurs droits. Au regard de cette injustice, les fausses couveuses koweïtiennes, le capitaine Karim et autres manipulations dénoncées en leur temps, pèsent de peu de poids.

Les images n'existant quasiment pas, la presse écrite me semble seule en mesure de faire connaître au grand public l'étendue de la tragédie. Pour cela, plusieurs semaines d'enquêtes auraient été nécessaires. Après des réfugiés en Iran ou en Arabie Saoudite. Sur place, en Irak, sous la surveillance du ministère de l'Information et de ses « minders » (surnom donné par les journalistes américains aux guides qui leur étaient imposés). En interrogeant les militaires français, américains ou britanniques, qui campaient à quelques kilomètres, et qui ont « débriefé » de nombreux survivants. A Londres, auprès de l'opposition irakienne... Aucun journal n'était prêt à faire cet investissement.

Dans une moindre mesure, les gouvernements en place en Syrie, en Egypte, en Tunisie – sans même parler de l'Algérie – justifient tous leurs abus par la lutte contre l'intégrisme. Au nom d'une prétendue défense de la laïcité, des oligarchies, animées par le seul souci de se maintenir au pouvoir, assassinent, pratiquent la torture, procèdent à des arrestations arbitraires, censurent la presse, et semblent bénéficier d'une quasi impunité. Ces pays appartiennent tous, aujourd'hui, au camp occidental. Tunis peut revendiquer son statut favorable aux femmes, Damas, sa participation au processus de paix, le Caire, son multipartisme de façade.

En face, le paradoxe fait que ceux qui se dressent contre les régimes en place sont aussi les tenants d'une interprétation étroite et intolérante de l'islam. Les opposants de gauche se réduisent à quelques intellectuels coupés des masses. « *Entre les Frères musulmans et Hafez el-Assad, il faut choisir* », répond-on aux mauvais esprits. Les attentats viennent conforter ceux qui prônent la répression à tout va. La peur de ne plus obtenir de visas achève de dissuader les journalistes encore soucieux de droits de l'homme. Au pire, ils se taieront. Au mieux, ils parleront de « libanisation », renvoyant dos à dos la terreur d'Etat et le terrorisme individuel. Tout comme en Bosnie, aux victimes civiles s'opposent officiellement des « belligérants » sans nationalités et sans motifs. La peur d'un islam militant a, sans doute, joué également un grand rôle dans le peu d'empressement de la communauté occidentale à se ranger aux côtés des musulmans d'ex-Yougoslavie.

Pendant la guerre du Golfe, la presse écrite a abdiqué. A plusieurs reprises durant le conflit, CNN a constitué son unique source d'information. Pendant que les chaînes de télévision françaises se réappropriaient les images venues d'Atlanta, des journalistes de presse écrite, faute de mieux, prenaient, sous la dictée, les propos d'un Peter Arnet ou d'autres correspondants américains.

A *Libération*, la question revenait sans cesse : comment rendre compte de l'événement médiatique, ne pas paraître en retard sur la

concurrence audiovisuelle, tout en restituant l'information dans son contexte ? Nous étions condamnés à utiliser ces matériaux frappés de soupçon tout en rappelant sans cesse qu'ils provenaient d'un pool de presse américain ou qu'ils avaient reçu le quitus de la censure irakienne.

Jusqu'en août 1991, les envoyés spéciaux en Irak devaient faire lire leurs articles avant de les transmettre à leurs rédactions par un employé du ministère de l'Information. L'exercice était souvent, hormis pour les télévisions, de pure forme. Le fonctionnaire se bornait à rayer certaines formules comme « régime baassiste », incompatible avec le pluralisme affiché, ou « dictateur irakien » ; Saddam Hussein ayant été désigné Président selon les procédures légales en vigueur.

Le ministère s'est aperçu rapidement de l'inutilité d'un tel contrôle, la censure s'exerçant bien en amont. Chaque visite s'effectue en effet en présence d'un « traducteur » officiel, doublé parfois comme à Najaf, d'un agent de la sécurité intérieure. Il arrive aussi que le journaliste, à Bagdad, puisse se déplacer seul. Mais il hésitera à rencontrer en privé, et sans l'accord des autorités, des citoyens irakiens, sachant que ces derniers risquent de subir un interrogatoire de police dans la foulée. Voire pire encore.

Le système se retourne parfois aussi contre ses inventeurs. Ainsi, au lendemain de la guerre du Golfe, les « minders » étaient souvent les premiers à critiquer en cachette le régime. Peut-être certains cherchaient-ils à créer une intimité avec le journaliste pour mieux accomplir leur travail. Mais j'en doute. Ce relâchement témoignait surtout du chaos qui régnait alors à Bagdad, juste après le soulèvement de quinze provinces sur dix-huit. Quatre mois plus tard, une fois l'ordre revenu, les bouches s'étaient à nouveau refermées.

Peut-on, dans ce contexte, remplir correctement sa tâche ? Oui, à condition de se borner à décrire ce que l'on voit et à rappeler continuellement les contraintes auxquelles nous sommes soumis. Il fallait témoigner des combats qui ont ravagé le sud du pays en Irak. Il est nécessaire aujourd'hui de rendre compte des souffrances endurées par la population du fait des sanctions internationales.

DEBAT

SAMIR KASSIR Je voudrais remercier Christophe Boltanski de son exposé, car il a rétabli, fût-ce malgré lui, le débat à sa vraie place. Mais au préalable une remarque au sujet du prétendu silence de la presse sur la répression en Irak. Pour ma part, je me souviens d'avoir lu des kilomètres sur les massacres des chi'ites du sud de l'Irak. A l'époque, je lisais régulièrement, et jusqu'à l'écœurement, *le Monde, Libération*, etc., et j'en ai gardé l'impression qu'on avait couvert la révolte des provinces du Sud, bien plus qu'on avait couvert l'Irak de l'intérieur pendant la guerre. Il y a une semaine, une dépêche de l'AFP se faisait l'écho d'un rapport de l'ONU soulignant qu'il n'y avait pas eu d'utilisation d'armes chimiques dans le sud de l'Irak. Or, j'ai le souvenir exact de dizaines d'articles qui parlaient d'utilisation d'armes chimiques comme d'une évidence indiscutable – il suffit de revenir aux archives. Mais quand vient le démenti – si tard –, il n'y a pas le même empressement à le reproduire. Ainsi, cette dépêche ne me semble pas avoir reçu l'attention qu'elle méritait, c'est peut-être la loi du genre.

J'en reviens au débat d'ensemble, au sujet duquel je disais que Boltanski nous a ramenés sans le vouloir. Le véritable problème dans la couverture de la guerre du Golfe, par rapport à nous, Arabes – excusez-moi si j'emploie un terme générique et si je fais disparaître mon individualité sous la rubrique « Arabes » –, ce n'était pas tant les contre-vérités, les manipulations directes, notamment le thème proprement ridicule de la « quatrième armée du monde » que l'unanimité dans l'esprit de croisade. En France, pays que je connais le mieux et sur lequel je pense pouvoir apporter un jugement sérieux, il n'y a pas eu de vrai débat. Le discours sur la crise du Golfe s'est focalisé dans presque toutes les familles politiques, et d'une manière massive, sur une mobilisation de l'opinion en préparation de la guerre. La presse française, de *Libération* au *Figaro*, a parlé d'une même voix, dans le même sens. Et quand on parle de la cassure entre les deux rives de la Méditerranée, ce n'est pas tant à cause des manipulations, qu'à cause du consensualisme guerrier qu'on a vu à l'œuvre dans les médias et dans la classe politique, à de rares exceptions près. Ces exceptions, malgré leur importance, n'ont d'ailleurs pas atténué la portée de la cassure. Je crois que Christophe Boltanski, dans son discours de tout à l'heure, n'a fait que donner une nouvelle illustration de cette cassure en manquant le sujet mais en rétablissant malgré lui le débat dans sa vérité.

RIAD BEN FADHEL Je voudrais réagir à ce qu'ont dit Christophe et Samir. Il y a eu un faux procès. Christophe compare le traitement de l'information dans le Sud et sur les chi'ites, avec ce qui a été rapporté

sur le nord de l'Irak, le Kurdistan. Pour le Sud il était presque impossible d'avoir des images et cette absence d'images a été dramatique pour les chi'ites. Les quelques images que l'on a pu faire dans le Nord ont favorisé les populations du nord de l'Irak, les Kurdes. C'était beaucoup plus facile de faire pleurer sur leur sort, de les médiatiser. Alors que les chi'ites, pour des raisons évidentes de proximité avec l'Iran et d'animosités culturelles ont été oubliés. Les populations de Najaf ont payé le prix d'être chi'ites et la manipulation a été beaucoup plus efficace. En revanche, ce qu'il serait intéressant de voir, c'est comment cette manipulation à tiroir a été traitée dans la presse arabe.

D'une manière générale la presse arabe était pour l'Irak quand elle avait les moyens de son indépendance, comme en Algérie ou en Tunisie ; sinon elle était contre l'Irak parce que vendue aux pétrodollars. Le cas le plus connu étant celui d'*El Watan* qui, en deux semaines, a retourné sa veste pour 4 millions de dollars, et qui est devenu le porte-parole de l'Arabie Saoudite alors que jusque là, il avait été celui de l'Irak. Mais la manipulation était tellement efficace que la presse arabe, et en particulier la presse tunisienne, a développé l'argumentaire que l'Irak avait « la quatrième armée du monde ». Et lorsqu'il semblait évident que l'Irak avait perdu la guerre, chez nous elle ne l'avait toujours pas perdue. On racontait qu'il y avait encore des ingénieurs est-allemands qui avaient fui la réunification allemande, qui étaient en train de préparer une bombe spéciale qui allait permettre à Saddam « le rusé » de renvoyer les troupes américaines ! Il les avaient laissés rentrer pour mieux les vaincre.

Donc les gens de la presse arabe savaient que c'était de la manipulation. Mais ils se sont servi de cette manipulation pour faire du tirage et satisfaire l'ego arabe, et ne pas s'interroger sur l'absence de perspective pour le monde arabe. Et c'est vrai que tous, à cause de cette absence de dessein, de projet de société, même si nous n'avons pas été à fond pour Saddam Hussein, nous n'avons pas été non plus tout à fait contre. Personne n'a écrit noir sur blanc, « *le régime de Saddam Hussein est mauvais* ». On l'a dit à Paris, à Londres et à Rome, on ne l'a pas dit avec autant de franchise à Tunis. La seule fois où le pouvoir est descendu dans la rue avec l'opposition et les islamistes, c'était sur le dossier irakien.

AKRAM BELKAÏD Je voudrais faire une réflexion qui me vient d'une interrogation personnelle et permanente que je me fais depuis quelques mois. Je me demande si le journaliste peut devenir un point d'appui pour la recherche de solutions en périodes de crises. C'est mon problème actuel. Quand on est à Alger, mais c'est certainement valable dans tous les pays en situation de crise, on nous demande d'expliquer,

de prévoir et il y a des moments, j'avoue, où l'on se sent poussé par la volonté de proposer. Et à ce moment-là, il y a une voix en nous qui nous arrête et qui dit : « En qualité de quoi ? De quel droit ? » Est-ce qu'alors le journaliste doit s'effacer devant l'intellectuel et se permettre de proposer des solutions de sortie de crise grâce à l'audience qui lui est offerte. Ou doit-il se contenter de rester observateur, explicateur, ou à la limite faire de la prospective ?

PAUL BALTA J'avoue que je suis très embarrassé parce qu'à la fois, il y a une série d'enjeux stratégiques d'une part, d'hypocrisies d'autre part et que par ailleurs les problèmes sont complexes. Je n'ai peut-être pas assez parlé de Nasser. Il y a eu tout une période où j'ai soutenu Nasser, bien que le nationalisme égyptien, nassérien, ait foutu en l'air la société que j'aime, dans laquelle j'ai vécu, la société cosmopolite d'Alexandrie. Les nationalismes égyptien et si je peux dire israélien, ont tué cette société, ont assassiné cette société cosmopolite. Quand Nasser nationalise la Compagnie universelle du canal de Suez, il est peut-être dictateur mais en tout cas, il fait quelque chose qui est son droit et c'est pour le bien de son peuple. Combien de journaux en Occident ou en Europe l'ont soutenu ? Moi, je me souviens qu'à l'époque, en 1958, j'ai été le premier journaliste à retourner en Egypte pour d'autres raisons, et j'ai été le premier journaliste à me retrouver en Irak, cinq jours après la révolution, le 19 ou le 20 juillet 58. J'ai eu beaucoup de mal à passer des articles. Je n'étais pas dans un journal, j'étais moitié au CNRS, moitié free lance et je n'ai pu passer mes papiers que dans *Les Temps modernes*. Revenons au Golfe. Bush lance un appel, il dit aux Irakiens de se soulever : il y a 25 % de Kurdes, 60 % de chi'ites, c'est-à-dire plus de 80 % de la population irakienne qui vont répondre à son appel. Nous nous sommes intéressés aux Kurdes, pas très longtemps d'ailleurs et de façon relativement hypocrite, et pas aux chi'ites. Pourquoi ? Parce que l'Arabie Saoudite, pays aussi fondamentaliste que l'Iran n'avait aucun intérêt à avoir un ensemble chi'ite, iranien et sud-irakien et que l'Arabie Saoudite est le grand allié des Etats-Unis, allié stratégique de la région avec Israël.

Il y a autre chose que même nos universitaires ont mis beaucoup de temps à dire, c'est très récent, et ça, moi, je l'ai vécu en couvrant la révolution iranienne. Khomeini est rentré en Iran avec le feu vert américain. Après les choses se sont gâtées. Parce que Khomeini n'a pas fait la stratégie des Etats-Unis. Mais tous les mouvements islamistes ou la plupart, qui nous font peur, au sujet desquels nous nous lamentons aujourd'hui, se situent dans la mouvance idéologique de l'Arabie Saoudite et donc étaient financés par elle jusqu'à la guerre du Golfe. Et à la fin de la guerre du Golfe, il y a eu un discours officiel, je ne sais plus si c'est le ministre de l'Information ou le ministre de la

Défense, qui a dit publiquement, en énumérant un certain nombre de partis dont le FIS et Ennahda en Tunisie, « *nous leur avons donné de l'argent, voyez comme ils ont été ingrats* ». Combien de journaux ont rapporté cette information, en France ou ailleurs ? Les Etats-Unis ont soutenu, directement ou indirectement, sinon tous les mouvements, du moins beaucoup d'entre eux. Les Américains expliqueront que face à l'Union Soviétique, face aux partis communistes c'était nécessaire. Il n'en demeure pas moins que nous nous trouvons aujourd'hui devant une situation complexe. Il y a certes des explications internes, c'est vrai que tous ces partis ne sont pas nés de rien, mais aujourd'hui quand on parle des Afghans et des groupes armés, ils ont quand même été formés en Afghanistan, avec l'aide de qui ? L'Iran a été, c'est vrai, dans son comportement plus provocateur, l'Arabie Saoudite joue plus en douceur, mais ces mouvements islamistes dont nous parlons ont d'abord été soutenus par l'Arabie Saoudite. C'est ce genre de choses que je ne lis à peu près nulle part, même pas chez les universitaires. Quand Olivier Carré et Michaud alias Seurat publient un livre qui s'appelle *Les frères musulmans*, il n'y a pas un mot sur leurs rapports avec l'Arabie Saoudite ou les Etats-Unis. Il a fallu attendre le livre de Georges Corm, *L'Europe et l'Orient* où il met les pieds dans le plat, ce qui lui a valu d'ailleurs l'inimitié de beaucoup d'arabisants ou de spécialistes français qui depuis se sont mis eux aussi à en parler. Je constate et je sais que lorsqu'on essaie de dire ce genre de choses dans la presse, nous ne sommes pas les bienvenus.

